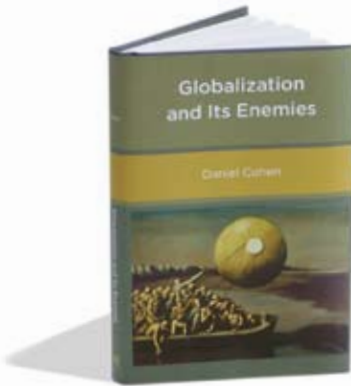


La mondialisation comme réalité virtuelle



Daniel Cohen

Globalization and Its Enemies

MIT Press, Cambridge, Massachusetts, 2006, 192 pages, 27,95 \$ (toilé)

Comme ni les partisans ni les détracteurs de la mondialisation ne sont prêts à déclarer une trêve, la publication de livres consacrés à ce sujet va bon train. Dans ces conditions, pourquoi lire *Globalization and Its Enemies*? Parce que Daniel Cohen, dans un ouvrage fort provocateur mais sans prétention aucune, réussit à battre en brèche nombre de poncifs, bien connus ou d'apparition récente, sur la mondialisation.

D'après lui, le cliché selon lequel nous vivons dans un monde sans frontières aux multiples interconnexions n'est rien d'autre qu'un... cliché! L'image éculée d'une «nouvelle

proximité entre les nations» n'est que virtuelle, sans lien avec la réalité. Alors que pendant les phases précédentes de la mondialisation, les gens se déplaçaient physiquement, maintenant ils le font virtuellement. En outre, même s'il est indéniable que des marchandises traversent bel et bien les frontières, la rencontre entre les peuples des nations riches et ceux des nations pauvres se limite à quelques précieuses semaines de vacances. En réalité, les pays pauvres sont abandonnés à leur sort.

En même temps, Cohen rejette l'argument selon lequel les pays riches exploitent les pays pauvres. Si la mondialisation est pour beaucoup une source de frustration, c'est «en raison de ce qui ne s'est pas encore passé, et non de ce qui a déjà eu lieu», écrit-il, ajoutant que «il est plus facile d'être spectateur qu'acteur» dans la phase actuelle de la mondialisation. Cohen reconnaît que l'industrialisation d'hier dans le Nord est responsable d'une bonne part de la pauvreté d'aujourd'hui dans le Sud, mais il avertit que la désindustrialisation des économies avancées «ne saurait à elle seule garantir la prospérité future du monde en développement». Les pays en développement doivent devenir eux-mêmes des pôles de croissance, mais cela ne sera pas facile. Lorsqu'un train à grande vitesse relie deux villes, «c'est celle qui est la moins peuplée qui en

subira les conséquences»: la réduction des coûts de transport et de communication ne favorise pas la création de la richesse mais plutôt sa polarisation.

Selon Cohen, pour créer de la richesse, il faut actionner trois leviers: le capital humain (éducation et expérience professionnelle), le capital physique (machines et équipement) et l'efficacité globale (progrès technologique). La tragédie des pays pauvres est qu'ils veulent participer mais que, en définitive, le monde ne s'intéresse pas à eux. Des institutions doivent être créées pour faciliter leur entrée dans le capitalisme mondial, estime-t-il, réduisant le travail des institutions internationales à une simple réédition des schémas coloniaux. Mais il rappelle aussi aux pays pauvres que c'est à eux de décider s'ils tomberont de Charybde en Scylla, en abandonnant les affres du protectionnisme pour ceux de la mondialisation.

Cohen réussit à merveille à démythifier la phase actuelle de la mondialisation. Il a raison d'affirmer que, si la mondialisation a mauvaise presse, c'est parce qu'elle a surtout modifié les attentes des gens sans toujours leur donner les moyens d'agir correspondants. Son diagnostic de la pauvreté, par sa référence aux leviers de la croissance, sonne juste. Si l'on peut faire un reproche à ce livre, c'est que, en définitive, il n'offre guère de solutions pratiques.

Caf Dowlah

Professeur d'économie
City University of New York

Transformer l'incertitude en risque

Hilton Root

Capital and Collusion

The Political Logic of Global Economic Development

Princeton University Press, Princeton, New Jersey, 2006, 352 pages, 35 \$ (toilé)

Écrire un livre riche en généralisations sur des sujets vastes et complexes, par exemple sur l'origine de la richesse dans le monde, est en soi une entreprise difficile. Dans *Mystery of Capital*, ouvrage largement acclamé, Hernando de Soto expliquait que l'absence de droits de propriété



était un frein fondamental à la création de richesse. Dans le même esprit, *Capital and Collusion*, de Hilton Root, a pour ambition de montrer que les pays

pauvres ne pourront devenir riches qu'en se dotant d'institutions publiques capables de transformer «l'incertitude» en «risque».

Par «incertitude», Root entend la connaissance imprécise de ce qui peut advenir, tandis que par «risque», il entend une incertitude qui peut être systématiquement évaluée, c'est-à-dire mesurée, exprimée par un prix et, surtout, partagée. Lorsque l'incertitude est élevée entre deux parties, par exemple quand elles ont peu d'informations l'une sur l'autre et sur la valeur de leurs marchandises, elles auront tendance à ne pas opérer les meilleurs choix.

S'appuyant sur cette distinction entre incertitude et risque, Root développe le raisonnement suivant: l'intermédiation institutionnelle est

Responsable de cette rubrique: Camilla Andersen

indispensable pour créer des instruments et des incitations afin que les entreprises et les personnes fassent des choix plus efficaces qui stimuleront l'activité économique et accroîtront la richesse nationale. Or, dans nombre de pays, les marchés financiers, mécanismes classiques de négociation des risques, sont peu performants. Root renvoie à l'histoire des États-Unis et à l'expérience de plusieurs pays asiatiques pour avancer que le secteur public a un rôle essentiel à jouer dans la création de ces marchés et des institutions sur lesquelles ils reposent.

En lisant ce livre, on sent que l'auteur, qui enseigne l'économie à Pitzer College et a été fonctionnaire au Département du Trésor des États-Unis, est impatient de s'expliquer. Son enthousiasme est évident. On lui passe donc volontiers ses digressions occasionnelles (intéressantes, mais pas toujours pertinentes), car elles ne doivent pas faire perdre de vue ce que le livre apporte aux débats actuels, par exemple sur l'importance relative du changement de capital par rapport au changement institutionnel (il penche nettement en faveur du second) ou sur les dangers (à ses yeux sous-évalués)

que représentent les inégalités pour le progrès.

La contribution la plus importante de Root réside dans le fait qu'il oblige à considérer les institutions publiques et leur rôle dans le développement sous l'angle de l'économie politique. Comme il l'observe à juste titre, beaucoup des travaux sur le renforcement des institutions ne présentent aucun intérêt sur le plan politique. Il pousse plus loin son raisonnement sur la gestion des risques en examinant aussi pourquoi les gouvernements des pays pauvres agissent souvent au mépris apparent de toute logique économique — et pourquoi la promotion des réformes institutionnelles par les donateurs a donné des résultats si décevants jusqu'à présent : les décisions sont presque toujours dictées par des exigences politiques contraires. D'où ce que Root appelle le « casse-tête de la croissance dans le monde en développement », où ce sont « justement les personnes en mesure de transformer l'incertitude en risque qui bénéficient du régime en place ».

Les élites politiques gagnent souvent à restreindre l'accès à l'information et à maintenir en place tout ce qui empêche l'économie de bien fonctionner. Grâce

au contrôle qu'ils exercent sur les informations et les décisions essentielles, les hommes politiques peuvent se constituer des réseaux de fidèles, consolider leur pouvoir et se maintenir plus longtemps en place. Dans ce type d'environnement, les entreprises peuvent aussi se résoudre à s'assurer des relations politiques pour bénéficier de rentes et d'avantages commerciaux, même de deuxième ordre (ou pire). Dès lors, on comprend mieux pourquoi le népotisme et la corruption persistent dans de si nombreux pays.

En se plaçant sous un autre angle, on peut dire que les élites politiques et économiques de nombreux pays sont incitées à entraver les réformes qui pourraient bénéficier à tout le pays. Cela est particulièrement important pour les bailleurs de fonds dans la mesure où l'aide extérieure risque de décourager les réformes en aidant les élites dirigeantes à se maintenir au pouvoir et, même si elle est assortie de dures conditions, aboutit rarement à une transformation. Cette conclusion n'a rien d'original, mais c'est un message qui a bien du mal à passer.

Todd Moss

Chercheur principal, Center for Global Development, Washington

Témoignages directs

Padma Desai

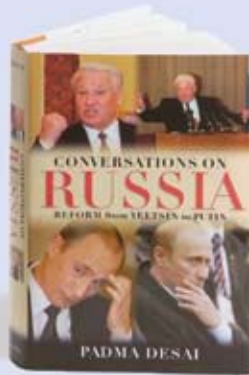
Conversations on Russia

Reform from Yeltsin to Putin

Oxford University Press, New York, 2006,
383 pages, 45 \$ (toilé)

Dans ce livre, Padma Desai, Professeure à l'université Columbia et spécialiste de la Russie, relate les entretiens qu'elle a eus entre 1999 et le début de 2005 avec onze Russes et six Américains qui ont été directement impliqués dans les réformes engagées en Union soviétique à la fin des années 80, où en ont été de proches observateurs.

Il convient de lire ces entretiens en tenant compte de la tendance naturelle des sujets à défendre leurs actions ou leurs déclarations passées et à se présenter sous le jour le plus favorable pour la postérité. Ainsi, Anatoli Tchoubaï et Egor Gaidar (vice-premiers ministres pendant les années 90)



n'expriment guère de regrets quant à ce qui s'est passé pendant qu'ils étaient au pouvoir. Mikhaïl Kasyanov, premier ministre de 2000 à 2004 et candidat possible à la présidence en 2008 contre le successeur préféré du Président Vladimir Poutine, affirme que, même si les réformes ont cessé après son départ, il sait comment les réactiver.

Desai pose beaucoup de questions, mais elles tournent toutes autour de deux grands thèmes : qu'aurait-il fallu

faire différemment pendant les années 90 et où va la Russie sous Poutine? Répondant à la première question dans son introduction (un cinquième du livre), elle estime qu'il aurait fallu s'intéresser davantage au renforcement des institutions et aux aspects politiques des réformes. En ce qui concerne ce dernier point, il aurait fallu atténuer les effets négatifs des réformes sur la répartition des richesses, en particulier en empêchant un petit groupe de personnes de voler une partie des principaux actifs de la Russie. C'est aussi l'avis de quelques-unes des personnes interviewées (par exemple Sergueï Rogov et Nodari Simonia, analystes de renom), mais Tchoubaï n'en démord pas : il fallait avant tout détruire les institutions communistes. Personne n'explique comment il aurait fallu s'y prendre pour les remplacer du jour au lendemain par de nouvelles institutions.

Le rôle du monde extérieur n'est guère abordé. Les philanthropes George Soros et Strobe Talbott (sous-secrétaire

Prêt pour le cas où...

Fernando Cardoso

The Accidental President of Brazil

A Memoir

Public Affairs, New York, 2006, 312 pages, 26,95 \$ (toilé)

Selon une boutade bien connue au Brésil, quand Fernando Henrique Cardoso était petit, il a décidé de devenir président. Mais juste au cas où il n'y parviendrait pas, il a décidé aussi d'être pape. Cette blague trahit le ressentiment de ceux qui refusent d'admettre que Cardoso était probablement l'homme le mieux préparé à assumer la plus haute fonction au Brésil. Docteur en sociologie, Cardoso fut invité à un certain moment de sa carrière à remplacer Jürgen Habermas à l'université de Californie à Berkeley. Grand voyageur, il parlait couramment trois langues en plus du portugais. Il avait été sénateur ainsi que ministre des relations extérieures et de l'économie. Dès lors, pourquoi ce titre : «The Accidental President» (président malgré lui)?

La réponse est dans le livre, préfacé par son ami Bill Clinton. Cardoso prétend que, s'il est devenu ministre de l'économie, c'est parce que son prédécesseur, Itamar Franco, l'a «dupé». Quant à la présidence, il pensait qu'il n'avait aucune chance contre Luiz Inacio Lula da Silva, le président actuel du Brésil qui était favori lors des élections de 1994. En fait, Cardoso l'a emporté sur Lula en 1994 et en 1998.

En qualité de tsar de l'économie, Cardoso lança le plan *real* et terrassa ainsi l'hyperinflation qui étouffait l'économie brésilienne depuis le début des années 80. Il appliqua un ambitieux programme de privatisations qui fit entrer le pays dans la modernité, essaya de promouvoir une nouvelle idée de l'État, moins tentaculaire et plus efficace, et créa les premiers organismes de régulation du pays. Cardoso dut aussi surmonter le plus grand nombre de crises internationales, à commencer par la débâcle mexicaine du début de 1995 jusqu'à l'effondrement du Brésil lui-même en 2002, causé en partie par les

craintes que le programme de gauche de Lula inspirait aux investisseurs. En fait, lorsqu'il a enfin été élu en 2002, Lula a non seulement gardé le modèle économique conservateur de Cardoso, mais il l'a approfondi.

The Accidental President est un livre divertissant et agréable à lire, où l'on découvre la bonhomie et la bonne humeur de Cardoso. À dessein, l'auteur ne s'est pas appesanti sur la sociologie et l'économie politique; pourtant, il nous offre une analyse nuancée des moments clés de l'histoire du Brésil. Cet ouvrage est une version condensée d'un autre livre plus étoffé (700 pages) publié au Brésil et intitulé *The Art of Politics—The History I've Lived*, dans lequel Cardoso retrace sa trajectoire beaucoup plus en détail, consacrant même un chapitre entier à la relation intense de son pays avec le FMI pendant sa présidence. Autre fait étonnant, *The Art of Politics*, malgré ses 700 pages, est vite devenu un succès de librairie lors de sa sortie au Brésil au début de 2006.

Andreas Adriano

Département des relations extérieures
du FMI

d'État des États-Unis, 1993–2000) regrettent que les États-Unis n'aient pas fourni plus de fonds pendant les premières années de la transition, mais pour Gaidar, là n'est pas le problème. Comme Soros, il estime que le FMI n'était pas l'instrument indiqué pour gérer des prêts importants à la Russie en raison des contraintes qu'impose l'organisation. Sergueï Dubinin, gouverneur de la banque centrale à l'époque, critique les pressions exercées par le FMI en faveur de la libéralisation des mouvements de capitaux, action que Desai qualifie d'erreur colossale. Ni l'une ni l'autre ne précise que le gouvernement russe voulait à tout prix libéraliser les mouvements de capitaux pour réduire le coût du financement du déficit budgétaire. Ni la Banque mondiale ni la BERD ne sont mentionnées.

L'arrêt des réformes politiques et la concentration du pouvoir au Kremlin sous Poutine sont en général critiqués, même si beaucoup des personnes interrogées relèvent que Poutine demeure

populaire. Pour Desai, les Russes sont prêts à s'accommoder d'une dose mesurée d'autoritarisme en échange de stabilité, de croissance économique et de réduction du pouvoir des oligarques. Les historiens américains Martin Malia et Richard Pipes notent que la Russie n'a pas de tradition démocratique et qu'il ne serait donc pas raisonnable de s'attendre à ce que la démocratie s'y installe à brève échéance. Optimistes, la plupart des personnes interviewées pensent que l'autoritarisme n'ira pas trop loin. À la question de savoir si les réformes économiques pâtiront de l'autoritarisme croissant, les réponses sont contrastées. Grigori Iavlinski (politicien d'opposition et économiste) estime que, pour réussir, une économie de marché doit s'appuyer sur les libertés politiques et la démocratie, mais d'autres pensent que les marchés peuvent coexister avec un régime autoritaire, comme en Chine et dans le Chili d'Augusto Pinochet.

Le livre contient aussi de nombreuses autres observations intéressantes. Ainsi,

Elsine explique en 2003 pourquoi il a choisi l'équipe de Gaidar, qu'il considérait «une équipe de kamikazes» en 1991 et Poutine («intelligent», «maître de soi», «le contraire d'un maximaliste») en 1999.

Desai interroge aussi Oleg Vyugin (président de la SEC), Boris Jordan (financier russe d'origine américaine) et Jack Matlock (ancien ambassadeur des États-Unis en Union soviétique). Le format de l'interview a ses limites, notamment à cause des répétitions et des réponses qui demanderaient à être approfondies. Enfin, l'introduction manque un peu d'unité, peut-être parce que c'est le développement d'un article de journal; on voit parfois mal comment elle se rapporte aux interviews. Cependant, quiconque s'intéresse à la transition économique et politique de la Russie trouvera dans ce livre d'abondantes informations utiles.

John Odling-Smee

Directeur, Département Europe II
du FMI, 1992–2003